



**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
COMMUNAUTE URBAINE DE LYON**

ARRETE N° 2007-06-04-R-0162

commune(s) : Lyon 1er

objet : **Exercice du droit de préemption à l'occasion de la vente d'un immeuble sis 36, rue de l'Arbre sec et appartenant à Mme Colette Veyre**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Pôle opérationnel - Subdivision nord

n° provisoire 13541

Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22 -15°- ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption urbain ;

Vu la délibération n° 2005-2826 du 11 juillet 2005 approuvant le plan local d'urbanisme et l'application du droit de préemption urbain aux zones classées en zone urbaine ou d'urbanisation future ;

Vu le plan local d'urbanisme rendu public opposable aux tiers à compter du 5 août 2005 ;

Vu la délibération n° 2005-2847 du 11 juillet 2005 portant sur la compétence de la communauté urbaine de Lyon en matière de politique de logement et d'habitat d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n° 2006-3289 du 27 mars 2006 par laquelle le conseil de Communauté a donné délégation à son président pour accomplir certains actes, en particulier exercer le droit de préemption urbain sur les biens de nature immobilière mis en vente volontairement ou non ;

Vu l'arrêté n° 2006-04-07-R-0132 du 7 avril 2006 par lequel monsieur le président donne, à monsieur le vice-président Guy Barral, délégation de signature ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par le SCP Guillaumond, notaires associés, représentant madame Colette Veyre, reçue en mairie centrale de Lyon le 11 avril 2007 et concernant la vente au prix de 750 000 € (sept cent cinquante mille euros) -cédé occupé- au profit de la SCI de l'Arbre sec de :

- trois corps de bâtiment élevé sur caves, rez-de-chaussée et cinq étages, à usage d'habitation comprenant 17 logements d'une superficie habitable de 898 mètres carrés et de 2 commerces d'une surface de 442 mètres carrés,

- deux parcelles de terrain d'une superficie totale de 412 mètres carrés, cadastrées sous les numéros 50 et 53 de la section AS sur lesquelles sont édifiées cette construction,

le tout situé 36, rue de l'Arbre sec à Lyon 1^{er};

Considérant l'avis exprimé par monsieur le directeur des services fiscaux du Rhône ;

Considérant qu'il est opportun que la communauté urbaine de Lyon exerce son droit de préemption, en vue de la mise en œuvre de la politique de l'habitat adoptée par le Conseil communautaire le 10 janvier 2007, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Cette acquisition s'inscrit dans les propositions approuvées par délibération du Conseil de communauté du 24 novembre 2003 tendant à la mise en place de moyens de recherche de captation d'opportunités immobilières et foncières afin d'atteindre les objectifs de production liés aux opérations de renouvellement urbain et du programme local de l'habitat.

Par correspondance en date du 30 mai 2007, monsieur le directeur de Cité nouvelle fait part de son désir d'acquérir cet immeuble et demande qu'à cet effet la communauté urbaine exerce son droit de préemption, Cité Nouvelle assurant le préfinancement et s'engage à prendre en charge tous les éventuels frais de contentieux et les frais inhérents à cette préemption.

Le programme de Cité nouvelle consiste en la réalisation d'une opération de réhabilitation de 17 logements financé en prêt locatif à usage social (PLUS), pour une surface utile de 898 mètres carrés plus 442 mètres carrés de surface commerciale.

Sur proposition du directeur général de la communauté urbaine de Lyon ;

arrête

Article 1er - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la communauté urbaine de Lyon est exercé à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Article 2 - Le prix de 750 000 € (sept cent cinquante mille euros) -cédé occupé- figurant dans cette déclaration d'intention d'aliéner est accepté par la communauté urbaine de Lyon.

Cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions de l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Chaîne, notaire associé à Lyon 6^{ème}.

Article 3 - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 - La dépense résultant de cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2007 - compte 458 100 - fonction 824 - opération 1 204.

Article 5 - Le directeur général et le comptable du Trésor de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat.

Lyon, le 4 juin 2007

Le président et, par délégation,
le vice-président chargé de la
politique foncière,

Guy Barral.